

Un an de Covid en 12 graphiques

Retour, en infographies, sur douze mois historiques qui ont durablement marqué l'économie française et mondiale.

Drôle d'anniversaire ! Un an jour pour jour après le début du tout premier confinement qui a sidéré le pays, le coronavirus et ses variants (dont un breton désormais) n'ont pas fini de nous accabler. Un troisième confinement pourrait s'imposer, l'Hexagone vient de franchir la barre des 90 000 morts du virus, « seuls » 5 millions de Français ont reçu au moins une première injection de vaccin, les livraisons de sérums accusent des retards en Europe et la situation demeure très tendue à l'hôpital.

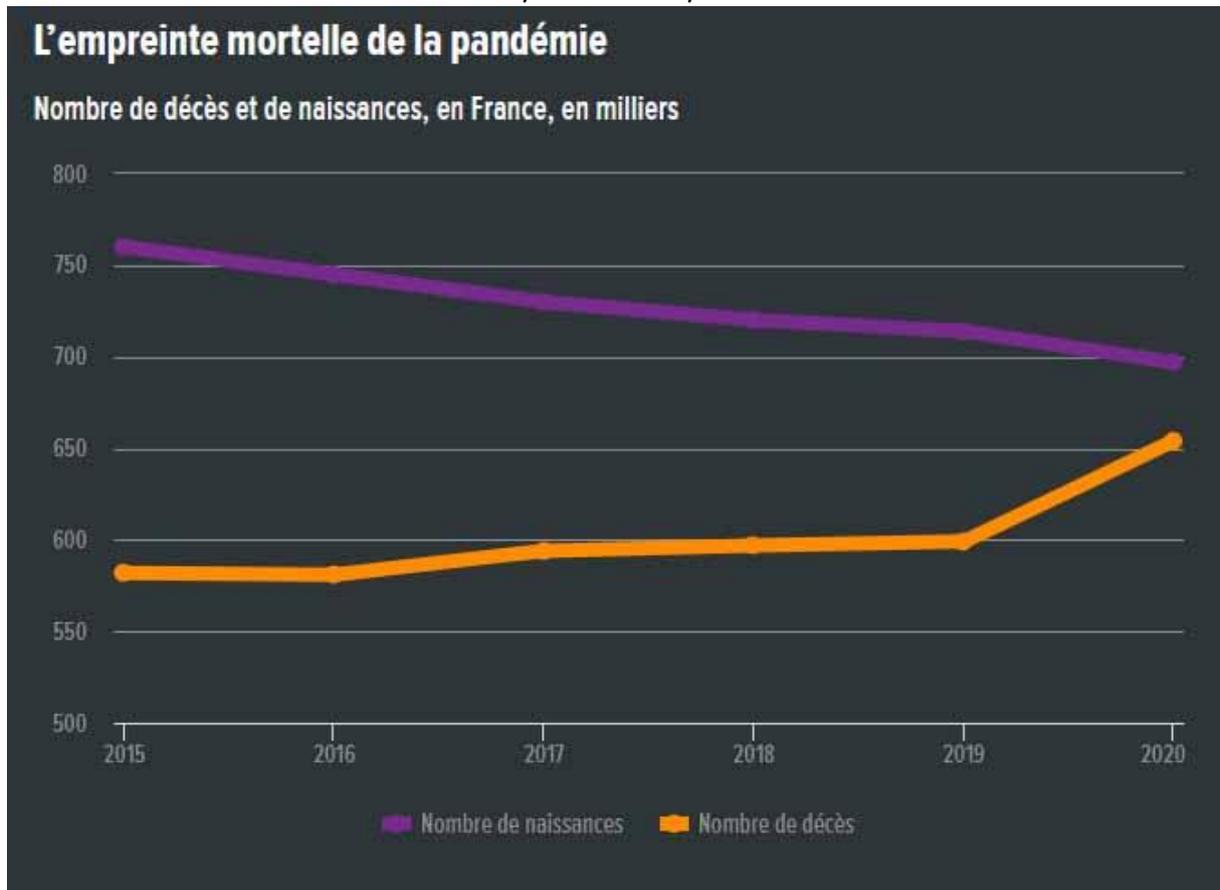
Depuis un an, nombre de travailleurs sont devenus des télétravailleurs, d'autres sont en activité partielle, voire ont perdu leur job. Une grande partie de Français a réussi à épargner et constituer ce fameux matelas à 120 milliards d'euros, quand les plus précaires ont dû se tourner massivement vers les minima sociaux. Des files d'attente se sont formées dans les banlieues et devant les restaurants universitaires pour chercher des colis alimentaires ou déjeuner pour 1 euro. Faute de perspectives, le moral des jeunes et des moins jeunes est en berne. Depuis des mois, les chaises sont empilées sur les tables des restaurants, les musées et théâtres ont fermé leurs guichets, les avions restent cloués au sol en l'absence de touristes... Et ce qui est apparu un temps comme une bonne nouvelle pour la planète n'a finalement été qu'un répit de courte durée : les émissions de gaz à effet de serre ont repris de plus belle, tout comme les cours du baril de pétrole.

Amie de l'ubérisation et du commerce en ligne, la pandémie laisse en revanche de nombreux secteurs sur le flanc, sous perfusion d'argent public. De quoi alimenter les conjectures sur la sortie de crise qui pourrait prendre du temps et nourrir des débats houleux sur l'avenir de la dette. *Alternatives Economiques* a choisi de revenir sur douze mois historiques qui ont durablement marqué l'économie française et mondiale.

1/ Les traces démographiques du virus

L'empreinte mortelle de la pandémie

Nombre de décès et de naissances, en France, en milliers



Les premiers éléments statistiques montrent que la pandémie de 2020 a eu des conséquences démographiques marquées. Au 1^{er} janvier, la France compte 67,4 millions d'habitants, une très légère hausse de 0,22 % par rapport à 2019. Un tiers de l'augmentation tient à l'excès des naissances sur les décès et les deux tiers à un excédent migratoire. La population française aurait dû être plus élevée car l'impact du Covid a été négatif aussi bien du côté des décès que des naissances.

Selon l'Insee, la France a connu 55 340 morts supplémentaires en 2020 par rapport à 2019, dont 13 000 par le vieillissement naturel de la population. Pourtant, selon l'Ined, la pandémie a provoqué l'an dernier la mort de 68 000 personnes. La différence s'explique bien sûr par le fait que les autres sources de mortalité ont diminué : moins de morts de la grippe et d'accidents de la route avec les confinements, à quoi s'ajoutent des décès attribués au Covid-19, mais pour des personnes en situation de comorbidité dont une partie serait morte même sans la pandémie.

Pour rappel, la surmortalité liée aux épisodes de grippe particulièrement violente s'établit plutôt dans la fourchette de 8 000 à 14 000 personnes, rappelle l'Ined. La pandémie a donc bien laissé son empreinte mortelle sur la France. Et pas de

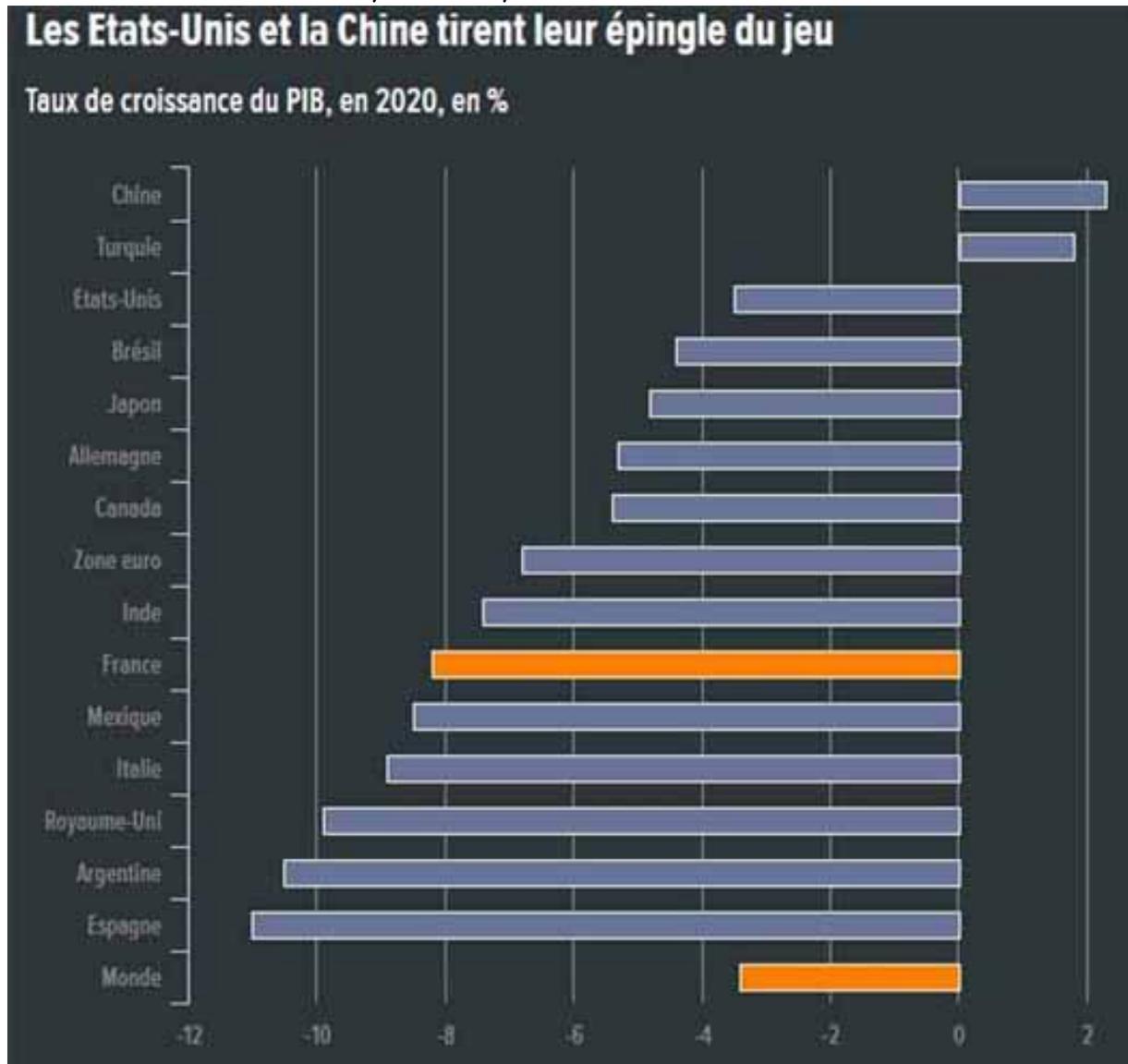
manière disproportionnée sur les personnes très âgées comme on l'entend souvent. En réalité, 11 % des personnes décédées du Covid ont 95 ans et plus, contre 10 % pour celles décédées d'une autre cause.

Enfin, la pandémie a également eu un impact significatif sur les naissances, ramenées à 697 000 en 2020 contre 714 000 un an avant. Et ce n'est pas fini. A la fin décembre 2020, les naissances étaient inférieures de 7 % à celles de décembre 2019 et celles de janvier 2021 de 13 % par rapport à janvier 2020. Cet effet va se poursuivre car *« il est probable que le nombre de naissances baisse fortement en 2021 suite à l'épidémie de Covid-19 »*, affirme l'Ined. Pour autant, les femmes continuent à avoir des enfants de plus en plus tardivement et les naissances seront peut-être décalées et non pas perdues. L'Ined pronostique ainsi que, sur l'ensemble de leur vie féconde, les femmes devraient continuer à avoir deux enfants en moyenne, comme celles nées en 1980 ou en 1970.

2/ Croissance : des effets très différenciés et durables

Les Etats-Unis et la Chine tirent leur épingle du jeu

Taux de croissance du PIB, en 2020, en %



On commence à avoir un début d'image des conséquences de la pandémie sur l'activité économique. Sans surprise, la croissance mondiale a été largement en berne l'an dernier mais pas de manière disproportionnée. [Selon les dernières estimations de mars 2021 de l'OCDE](#), la baisse aurait été limitée à 3,4 %.

L'Europe fait partie des zones qui s'en sont le moins bien sorties. La récession au sein de la zone euro a été de 6,8 %, certains pays comme la France, l'Italie ou l'Espagne affichant des chutes bien plus marquées, sans même parler de l'ancien membre de l'Union européenne, le Royaume-Uni, plongé dans un fort recul de l'activité.

C'est finalement la principale caractéristique du Covid : ses effets ont été très largement différenciés sur l'ensemble de la planète. Certains pays émergents se sont effondrés, à l'image de l'Argentine, du Mexique ou de l'Inde, tandis que

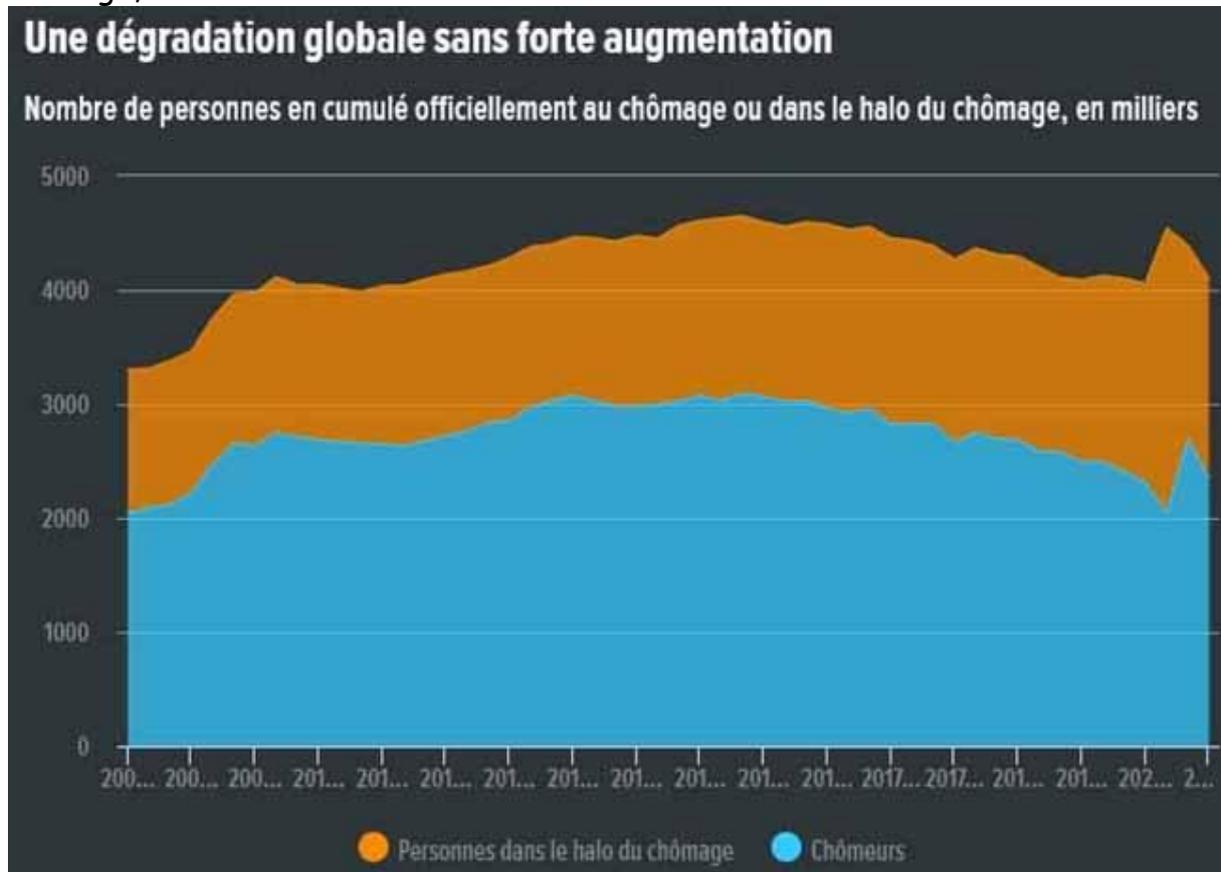
d'autres ont fait plus que résister, comme la Turquie et la Chine, championne du monde de la reprise rapide. Du côté des pays industrialisés, les Etats-Unis ont montré une forte capacité de résistance.

Mais, seconde caractéristique, toutes les économies vont mettre du temps à éponger le manque de croissance provoqué par l'épidémie. Ainsi, selon l'OCDE, seuls les Etats-Unis, engagés dans un massif plan de relance, retrouveraient à la fin 2021 le niveau d'activité de la fin 2019. Car, pendant que l'Union européenne peine à mettre en œuvre son plan de soutien de 750 milliards d'euros, entre Donald Trump et Joe Biden, les Américains ont déjà voté pour 2 800 milliards de dollars d'aides budgétaires, en attendant un plan d'infrastructures de 2 000 milliards, soit au total l'équivalent de 4 000 milliards d'euros. De quoi laisser l'Europe à la traîne de la reprise mondiale.

3/ Le chômage n'a pas explosé, mais...

Une dégradation globale sans forte augmentation

Nombre de personnes en cumulé officiellement au chômage ou dans le halo du chômage, en milliers



Huit pour cent seulement, du jamais-vu depuis 2008 ! Fin 2020, le taux de chômage en France était orienté à la baisse, atteignant son taux le plus bas depuis douze ans. Par quel miracle, alors que l'Hexagone traverse la pire crise économique depuis la Seconde Guerre mondiale ? Que les athées se rassurent : [le miracle](#) est rationnel. Il se justifie d'abord par les jeux d'écriture statistique qui font que, lors du confinement, de nombreux chômeurs ont basculé de la [case chômage à celle de halo du chômage](#). Il faut donc tenir compte des deux simultanément pour se faire une idée de l'état du marché du travail.

Mais, même en prenant cette précaution, on ne constate pas d'envolée pour le moment. L'explication vient du plan de soutien du gouvernement qui a mis l'économie française sous cloche et a pour le moment masqué les réelles difficultés. Ainsi, malgré l'ampleur historique de la crise économique et une récession de 8,3 % du PIB en 2020, l'emploi privé n'a reculé que de 1,8 % entre le quatrième trimestre 2020 et l'année précédente à la même période.

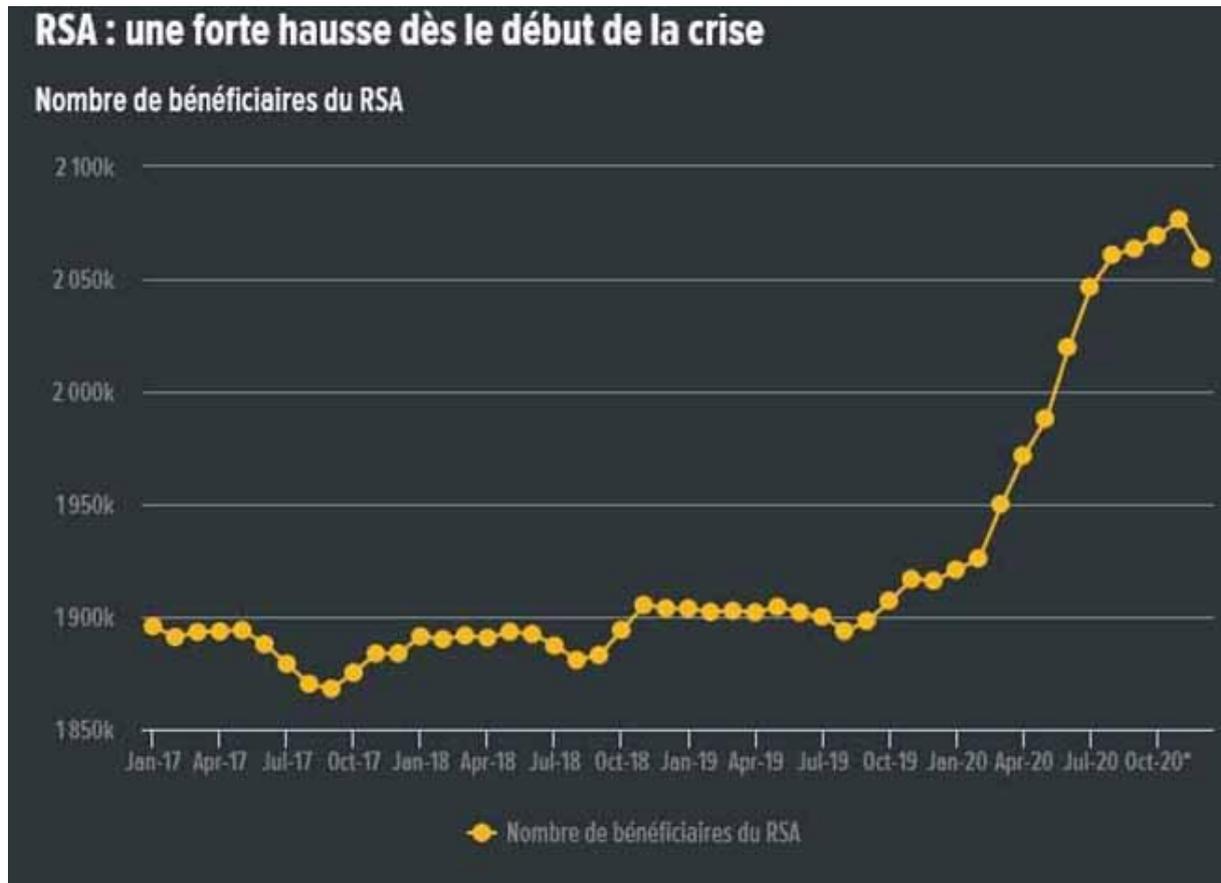
Une large partie des « non-suppressions » d'emplois tient au chômage partiel massif qui a concerné jusqu'à 8,6 millions de travailleurs en avril 2020, pendant le premier confinement, et qui bénéficiait encore à 2,1 millions de personnes en janvier 2021. Si on rassemble le nombre de personnes au chômage, celles dans le

halo du chômage et celles qui travaillent moins que ce qu'elles aimeraient : 21 % des participants au marché du travail étaient « contraints » dans leur offre de travail fin 2020. Un niveau jamais atteint depuis que l'Insee calcule cette statistique.

4/ Pauvreté : le recours massif aux minima sociaux

RSA : une forte hausse dès le début de la crise

Nombre de bénéficiaires du RSA



Effets secondaires immédiats. La crise a pour le moment plutôt épargné les salariés en emploi stable, mais elle n'a pas manqué l'armée des travailleurs précaires. CDD non renouvelés, intérim en chute libre... dès les premiers jours du confinement, les précaires qui n'avaient pas cotisé suffisamment pour toucher les allocations chômage ont basculé sur les minima sociaux. Et notamment sur le revenu de solidarité active (RSA), dont le nombre de bénéficiaires s'est envolé en 2020, avec une progression de 7,5 % entre décembre 2019 et 2020.

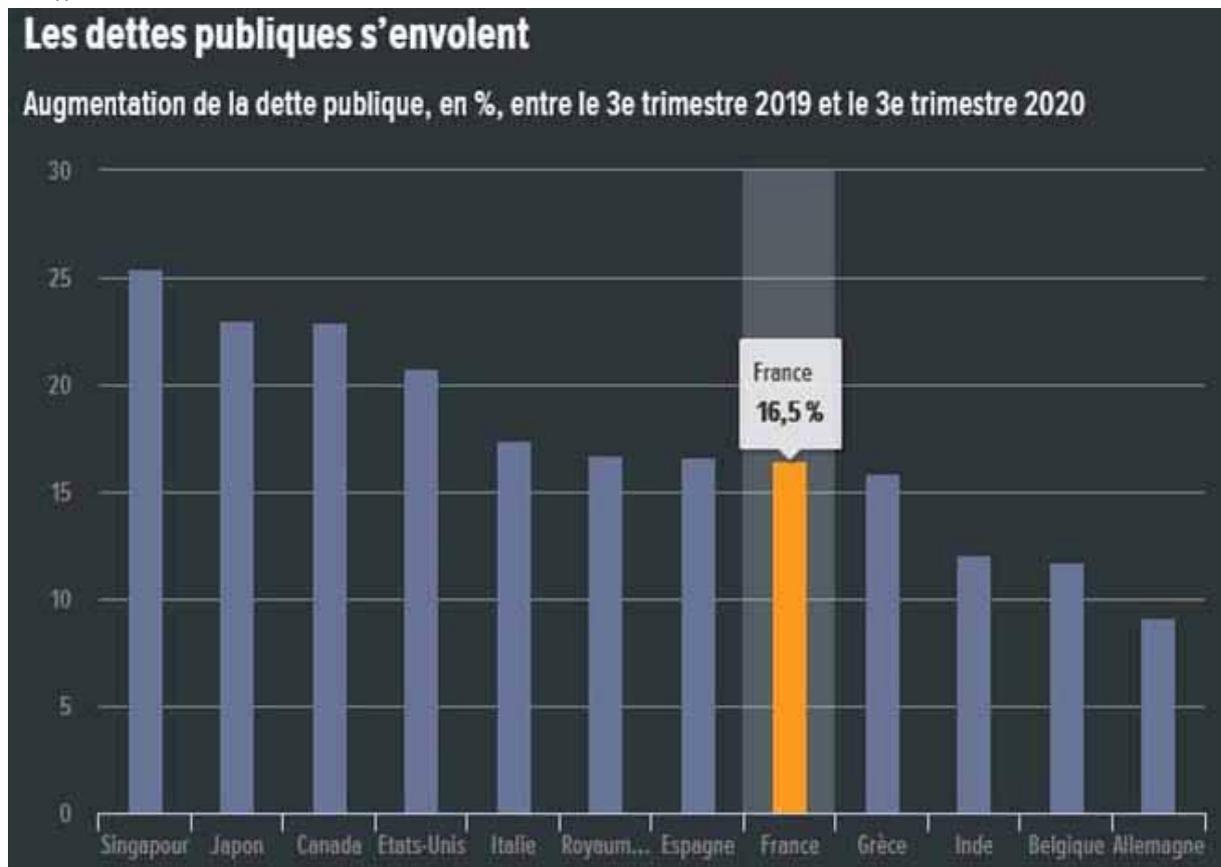
Le RSA n'est pas une exception : la tendance est la même pour les aides au logement (+ 2,1 %) ou l'allocation spécifique de solidarité, destinée aux chômeurs en fin de droits (+ 4,6 %). La crise a rendu visible des scènes de pauvreté saisissantes, à l'image [du McDonald's de Saint-Barthélemy](#) à Marseille, devenu un centre d'aide alimentaire autogéré, ou [des impressionnantes files d'attente](#) d'étudiants venus chercher de l'aide pour se nourrir. En janvier 2021, 9 100 étudiants ont bénéficié d'une aide ponctuelle attribuée par les services sociaux en cas de situation d'urgence ou de détresse avérée, soit une hausse de 39 % par rapport à janvier 2020.

Voilà pour la face émergée de l'iceberg. L'autre face, qui se joue - souvent dans la honte - derrière les murs privés du confinement, sera connue lors de la publication des chiffres 2020 de l'Insee sur la pauvreté, dans quelques mois.

5/ La dette publique à la rescousse

Les dettes publiques s'envolent

Augmentation de la dette publique, en %, entre le 3^e trimestre 2019 et le 3^e trimestre 2020



Confrontés à une récession de grande ampleur, les Etats ont souhaité apporter un soutien à leur économie. Finies les hésitations sur la dette publique et la nécessité de la contenir au prix d'une politique de maîtrise des déficits publics. Devant la pandémie, les vannes ont été lâchées : selon les estimations de *l'Institute of International Finance*, la dette publique mondiale a progressé de 12 000 milliards de dollars (10 080 milliards euros) en 2020 - dont 10 700 milliards de dollars (8 988 milliards d'euros) de la part des grands pays industrialisés - passant de l'équivalent 88 % à 105 % du PIB mondial.

La dette publique a ainsi progressé dans toutes les parties du monde, y compris dans des pays où elle était déjà élevée, comme le Japon, l'Italie ou la Grèce. De ce point de vue, les Etats-Unis sont complètement en train de changer la donne. Après le plan de relance de 900 milliards de dollars de l'ère Trump, Joe Biden vient d'ajouter un nouveau soutien budgétaire à l'économie de 1 900 milliards, en attendant son futur plan d'infrastructures de 2 000 milliards. Une réforme fiscale est à venir qui devrait rapporter 2 800 milliards, laissant tout de même un besoin d'endettement supplémentaire de 2 000 milliards, l'équivalent de 10 points de PIB.

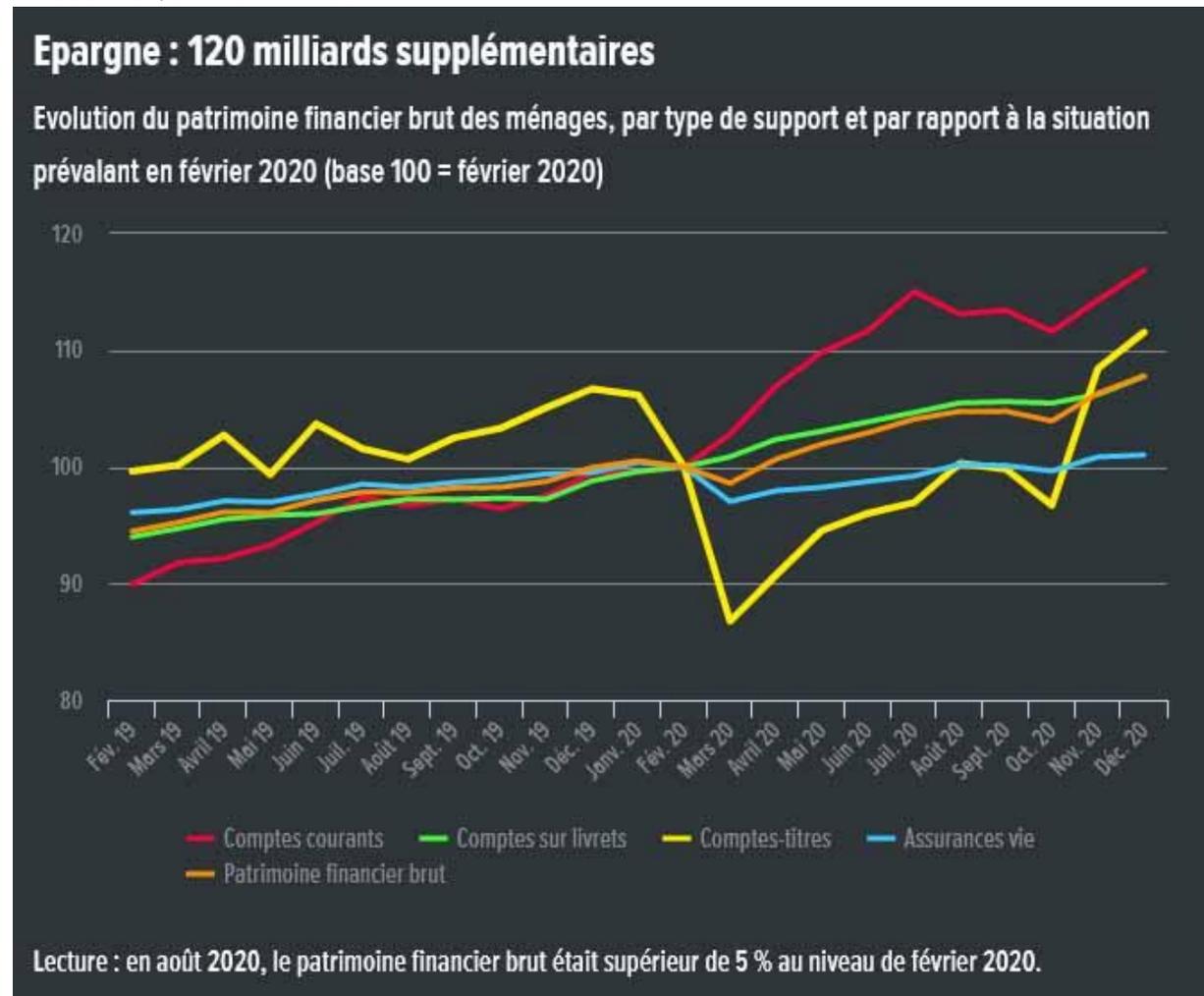
Il faudra mesurer l'impact de toutes ces mesures sur la croissance, mais le message américain est clair : avec des taux d'intérêt très bas et des politiques monétaires ne pouvant plus agir, c'est au tour de politiques budgétaires nourries par la dette de prendre le relais pour atteindre le plein-emploi et développer les investissements publics pour demain.

6/ Des matelas d'épargne plus ou moins épais

Epargne : 120 milliards supplémentaires

Evolution du patrimoine financier brut des ménages, par type de support et par rapport à la situation prévalant en février 2020 (base 100 = février 2020)

Lecture : en août 2020, le patrimoine financier brut était supérieur de 5 % au niveau de février 2020.



Vacances annulées, restaurants et cinémas fermés, gros achats reportés, projets immobiliers remis à plus tard... Pendant le confinement, privés d'opportunité de consommation, les Françaises et Français ont rempli leur bas de laine. [Selon la Banque de France](#), l'épargne accumulée sur l'ensemble de l'année 2020 aurait été supérieure de 120 milliards d'euros à la tendance pré-Covid.

« Sans surprise, ce surplus s'est constitué surtout lors des mois de confinement (mars, avril, mai et novembre) », précise l'institution.

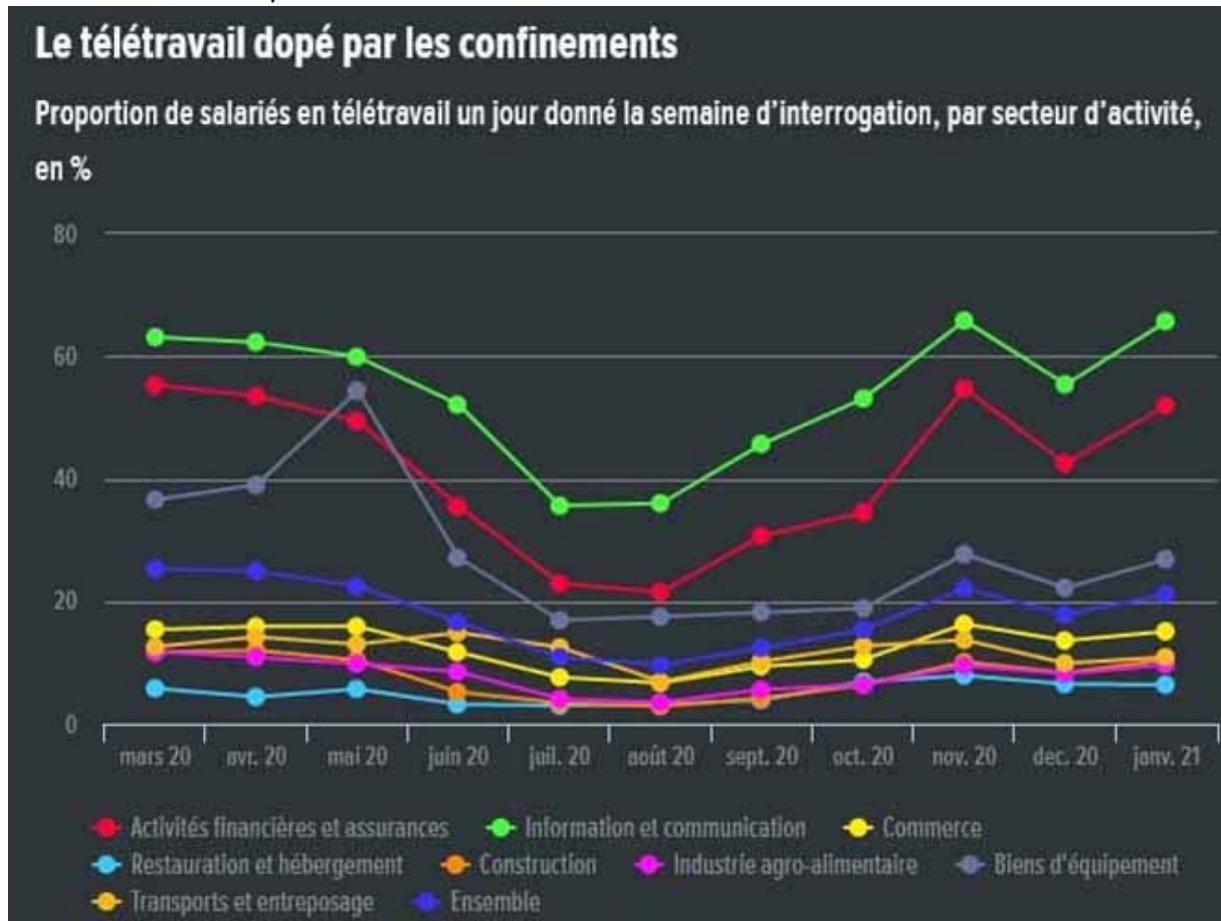
Cette épargne est allée se loger principalement sur les comptes courants des ménages et leurs livrets d'épargne réglementée (livret A, LDDS, etc.). D'abord forcée, l'épargne des ménages s'est en effet muée en une épargne de précaution, d'où une préférence pour les supports permettant de retirer facilement son argent en cas pépin.

Le niveau d'épargne a certes augmenté au niveau global, mais il faut garder en tête qu'il cache des disparités importantes selon le niveau de revenu des ménages. « Près de 70 % du surcroît de l'épargne ont été faits par les 20 % des ménages les plus riches », [a noté le Conseil d'analyse économique](#). Quand certains, faute de loisirs et d'occasions de dépenses, ont profité de cette économie forcée pour renforcer leur matelas d'épargne, les plus pauvres ont au contraire dû se serrer la ceinture pour faire face à la crise.

7/ L'année où le télétravail décolla...

Le télétravail dopé par les confinements

Proportion de salariés en télétravail un jour donné la semaine d'interrogation, par secteur d'activité, en %



Toutes celles et ceux qui défendaient un essor du travail à distance en France ont été servis. Alors que 3 % de salariés télétravaillaient régulièrement avant la crise, ils ont été entre 25 % et 44 % à le faire pendant les périodes de confinement. En toute logique, entre les deux vagues de l'épidémie, un certain retour à la normale s'est imposé. Selon les chiffres du ministère du Travail, ils n'étaient plus que 10,9 % à travailler à distance au moins un jour par semaine en juillet.

A la décharge des promoteurs de ce mode de fonctionnement, le télétravail de crise n'est pas celui qu'ils appelaient de leurs vœux. Pour autant, la brutalité de cette expérience grandeur nature a exacerbé un certain nombre d'inégalités dont les directions et les salariés ont pu mesurer les conséquences. Inégalités entre les secteurs d'activité (voir graphique), entre les catégories professionnelles - les télétravailleurs sont à 61 % des cadres alors qu'ils ne représentent que 17 % de la population active -, et entre hommes et femmes. Non seulement, les salariées occupent des emplois de première et seconde lignes non télétravaillables (70 %, voire 90 % de femmes chez les infirmiers et les aides-soignants ; 82 % parmi employés de la distribution...) mais celles qui ont pu

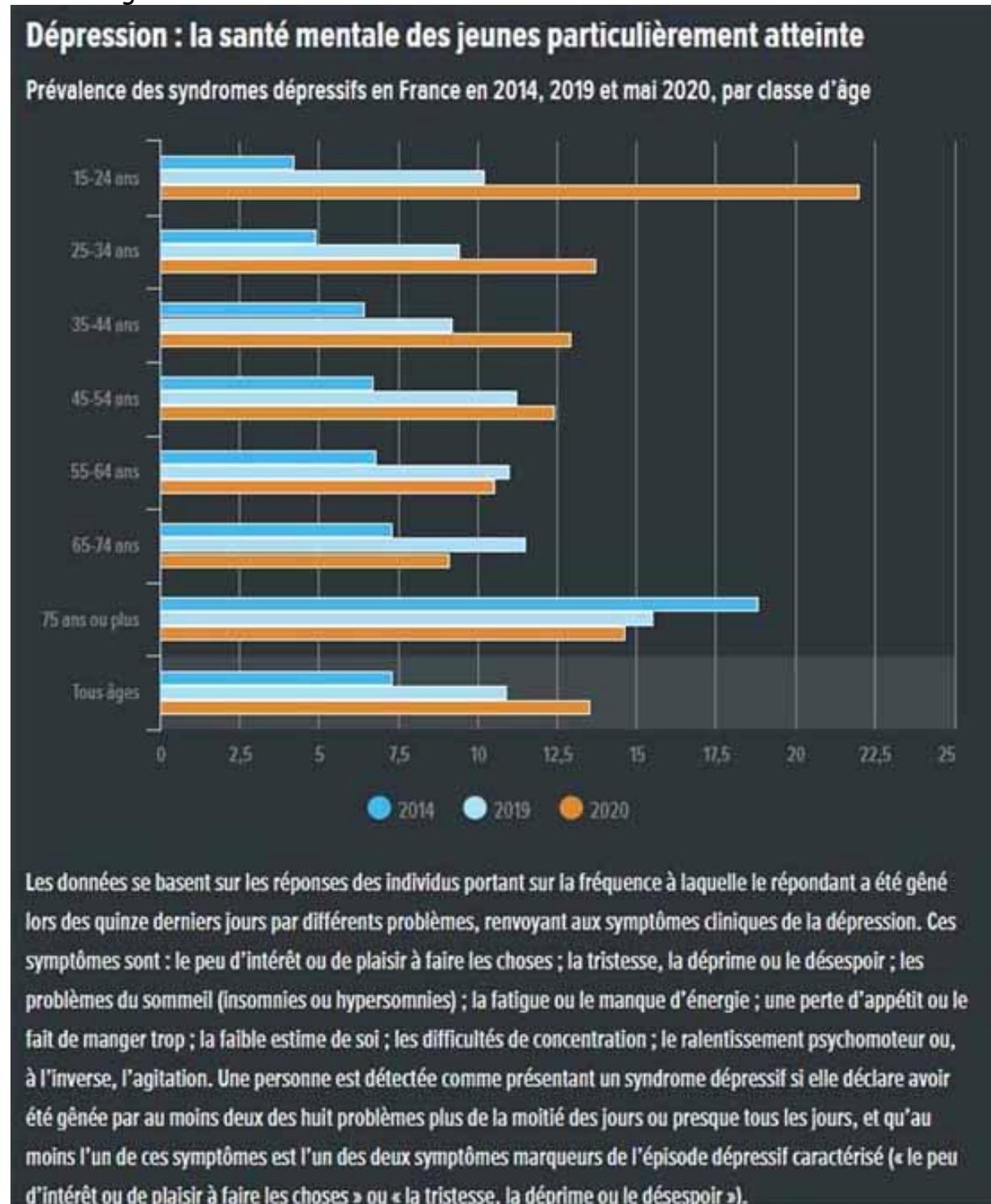
travailler à la maison ont disposé de moins d'espace que les hommes et ont dû davantage s'occuper des enfants et des tâches domestiques...

Le télétravail contraint a également mis à jour des risques psychosociaux liés à l'isolement ou à un management intrusif et des problèmes de conditions de travail et de prise en charge des coûts. Autant de sujets auxquels l'accord national interprofessionnel, non contraignant, signé en novembre dernier sur la question, est loin de répondre.

8/ La santé mentale : le coup de blues de la jeunesse

Dépression : la santé mentale des jeunes particulièrement atteinte

Prévalence des syndromes dépressifs en France en 2014, 2019 et mai 2020, par classe d'âge



Les données se basent sur les réponses des individus portant sur la fréquence à laquelle le répondant a été gêné lors des quinze derniers jours par différents problèmes, renvoyant aux symptômes cliniques de la dépression. Ces symptômes sont : le peu d'intérêt ou de plaisir à faire les choses ; la tristesse, la déprime ou

le désespoir ; les problèmes du sommeil (insomnies ou hypersomnies) ; la fatigue ou le manque d'énergie ; une perte d'appétit ou le fait de manger trop ; la faible estime de soi ; les difficultés de concentration ; le ralentissement psychomoteur ou, à l'inverse, l'agitation. Une personne est détectée comme présentant un syndrome dépressif si elle déclare avoir été gênée par au moins deux des huit problèmes plus de la moitié des jours ou presque tous les jours, et qu'au moins l'un de ces symptômes est l'un des deux symptômes marqueurs de l'épisode dépressif caractérisé (« le peu d'intérêt ou de plaisir à faire les choses » ou « la tristesse, la déprime ou le désespoir »).

Isolement, sensation d'enfermement, incertitude, incapacité à se projeter dans l'avenir : la crise sanitaire a pesé sur le moral des Français. Ce sont les jeunes qui, toutefois, semblent payer le plus lourd tribut.

Durant le premier confinement, la prévalence des syndromes dépressifs a plus que doublé chez les 15-24 ans. Dans cette tranche d'âge, un quart des femmes disait notamment avoir rencontré divers symptômes de la dépression (troubles du sommeil, de l'alimentation, fatigue, faible estime de soi, difficulté à se concentrer...) en plus d'avoir ressenti « peu d'intérêt ou de plaisir à faire les choses » ou d'avoir été « triste, déprimée ou désespérée ».

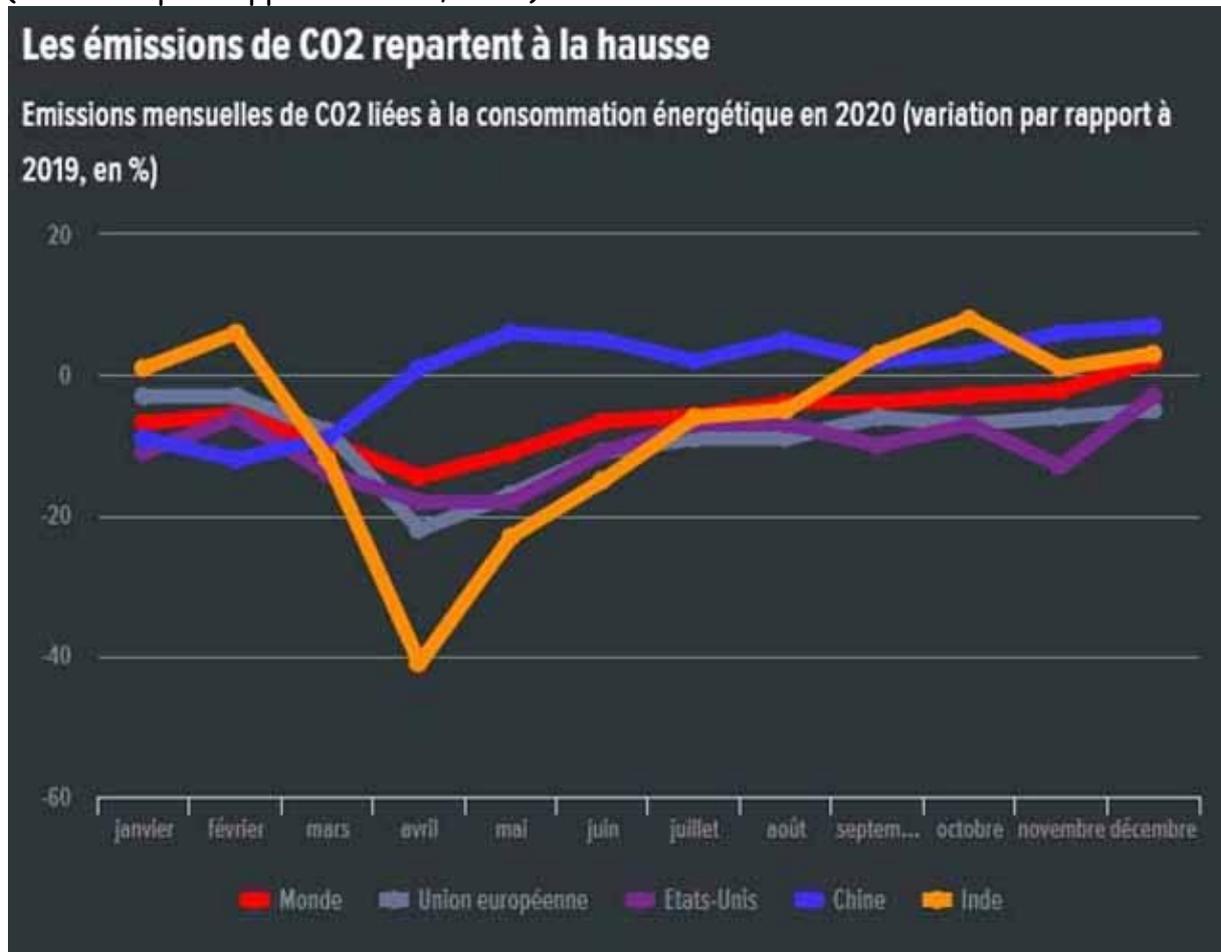
Entre la fermeture des établissements scolaires et universitaires, la réduction drastique des contacts sociaux, l'impossibilité de voyager et la conjoncture économique qui assombrit leur perspective d'insertion professionnelle, le monde s'est, il est vrai, singulièrement rétréci pour ceux qui ont l'âge où tout devrait être possible.

Une démoralisation dont la portée ne semble pas avoir été totalement perçue par le gouvernement, comme l'a révélée l'absence de réponse probante au mal-être manifesté à cor et à cri par des étudiants souvent appauvris et coupés de toute vie sociale. Une désinvolture qui a sans doute contribué à aggraver le désarroi de toute une génération, dont il faudra observer quels stigmates elle gardera d'avoir découvert l'âge adulte dans une conjoncture cafardeuse au possible.

9/ Emissions de CO₂ : ça redémarre très fort

Les émissions de CO₂ repartent à la hausse

Emissions mensuelles de CO₂ liées à la consommation énergétique en 2020 (variation par rapport à 2019, en %)



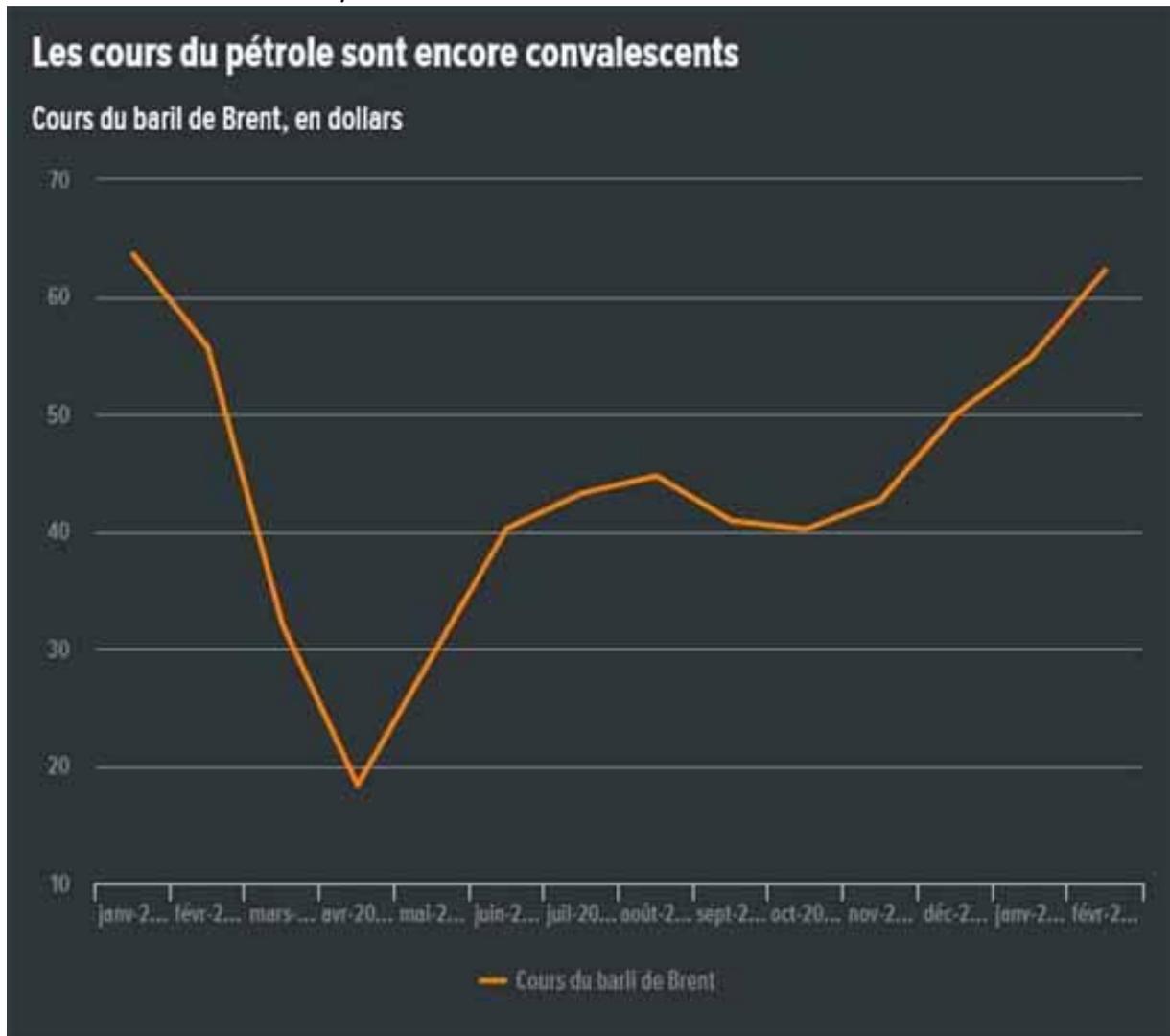
On efface tout et on recommence ? Effet direct de la récession liée aux mesures Covid, les émissions globales de CO₂ ont reculé de 5,8 % en 2020, du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais après les grands confinements du printemps et la reprise de l'activité, elles retrouvent leur rythme insoutenable d'avant-crise, à savoir une croissance qui reste rapide dans les pays émergents et une décrue trop lente dans les pays riches. Résultat, la hausse se poursuit à l'échelle de la planète. Selon les données mensuelles produites par l'Agence internationale de l'énergie, les émissions globales avaient déjà dépassé dès décembre 2020 leur niveau de décembre 2019, de 2 %.

Il pouvait difficilement en aller autrement : ce n'est pas le Covid qui va transformer les voitures à essence en véhicules électriques et les passoires thermiques en maisons bien isolées, mais des politiques publiques qui aujourd'hui restent bien timorées.

10/ Le yo-yo des cours du pétrole

Les cours du pétrole sont encore convalescents

Cours du baril de Brent, en dollars



Lorsque le Covid a fait son apparition en Chine, les principaux pays producteurs de pétrole regroupés au sein de l'OPEP + ont commencé par se bagarrer. Depuis plusieurs années déjà, ils avaient limité ensemble leur production pour maintenir les cours. Inquiète face à la pandémie apparue à Wuhan, l'Arabie saoudite voulait la diminuer encore davantage. Pas convaincue, la Russie s'y est opposée début mars, estimant qu'avec leurs pétroles de schiste, les Etats-Unis, non-membres de l'alliance, tiraient profit des coupes de l'OPEP +. Du coup, l'Arabie saoudite a annoncé qu'elle inonderait le marché.

Cette annonce, combinée aux effets économiques de la pandémie qui gagnait l'Europe et les Etats-Unis, a fait dégringoler les cours qui ont atteint 18 dollars en avril, contre plus du triple en janvier. Dans l'urgence, l'OPEP + s'est rabibochée : des limitations de la production ont été confirmées à plusieurs reprises dans le courant de l'année 2020 pour s'adapter à la chute de la demande,

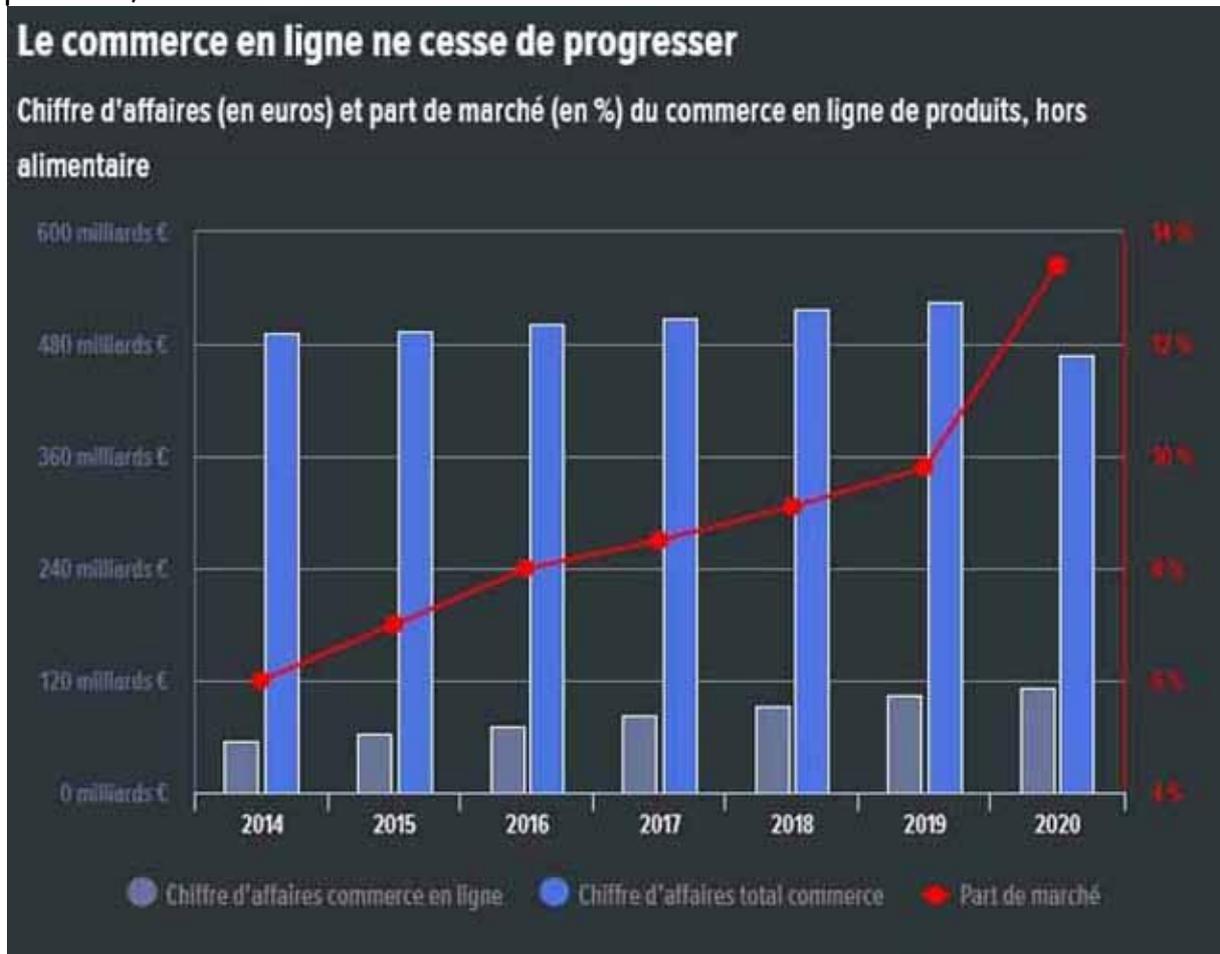
dans le secteur des transports surtout qui représente 60 % de la consommation pétrolière.

Depuis, les cours ont repris très progressivement des couleurs : autour de 40 dollars durant le second semestre, 54 dollars le baril en janvier, 62 en février. Mais les producteurs vivent désormais l'œil rivé sur les courbes de l'épidémie et des vaccins d'une part, sur leurs comptes publics amputés par les réductions de production d'autre part. Aux Etats-Unis, où les coûts de production du baril sont bien plus élevés qu'en Arabie saoudite ou dans d'autres pays producteurs, le secteur est particulièrement sur la sellette.

11/ L'e-commerce rafle la mise

Le commerce en ligne ne cesse de progresser

Chiffre d'affaires (en euros) et part de marché (en %) du commerce en ligne de produits, hors alimentaire



Le commerce en ligne bat des records chaque année, mais la marche gravie avec la pandémie s'est révélée bien plus haute.

Une partie des magasins fermés, des déplacements empêchés... tout a poussé les consommateurs à faire leurs emplettes depuis leur ordinateur ou leur smartphone. Ainsi, les achats en ligne de biens et de services ont atteint en 2020 quelque 112 milliards d'euros, soit 9 % de plus que l'année précédente. Et encore, si on exclut les services - dont l'activité a été très réduite ces douze derniers mois du fait des contraintes sanitaires -, les achats de produits en ligne ont augmenté de 37 % en 2020, alors même qu'ils ont reculé d'environ 10 % au niveau global (en ligne et en physique confondus).

Le commerce en ligne représente donc dorénavant 13 % du commerce total de biens, hors alimentaire. Sans surprise, le grand gagnant est Amazon. A elle seule, l'entreprise pèse 22 % de l'e-commerce en France. Soit près de trois fois plus que son premier concurrent Cdiscount.

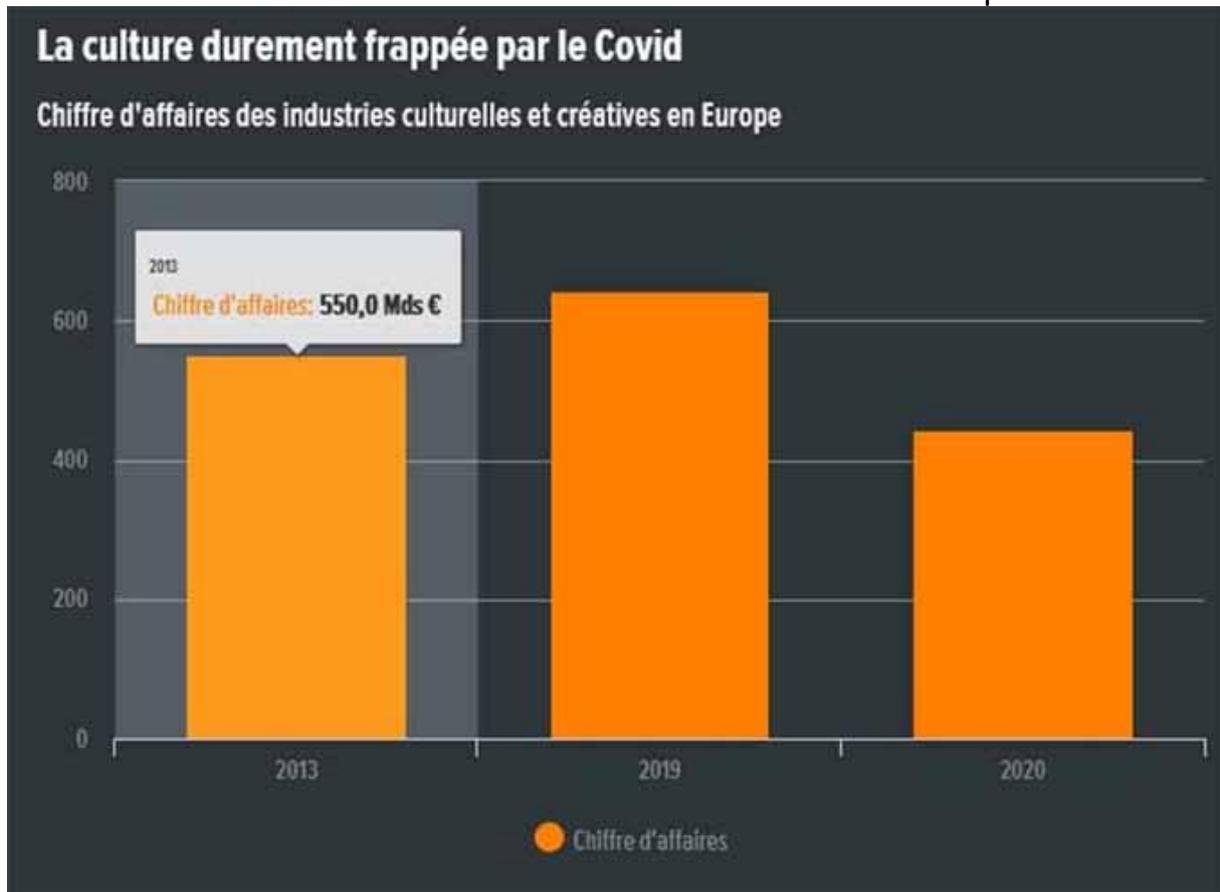
Cette transformation du commerce n'est pas sans conséquences sociales ([le solde d'emploi étant négatif](#)), ni environnementales, car les livraisons se font

principalement à domicile. Par ailleurs, la stratégie d'Amazon de frais de livraison gratuits pousse les consommateurs à ne plus regrouper leurs achats. Camionnettes et cartons vont ainsi continuer à se multiplier.

12/ La culture a particulièrement souffert

La culture durement frappée par le Covid

Chiffre d'affaires des industries culturelles et créatives en Europe



Fermeture des lieux d'accueil, restrictions affectant les ventes, arrêt des tournages... en 2020, le chiffre d'affaires des industries culturelles et créatives en Europe s'est effondré de 199 milliards d'euros par rapport à 2019 pour atteindre 444 milliards d'euros, selon le cabinet d'audit EY.

Ainsi, avec une chute de 31 % de son chiffre d'affaires, ce secteur fait partie de ceux qui ont été les plus affectés sur le Vieux Continent, devant le tourisme et l'automobile dont les revenus ont chuté respectivement de 27 % et 25 %.

Le spectacle vivant et la musique sont les plus touchés avec des chutes de 90 % et 76 %. En moyenne, la baisse des revenus du cinéma atteint 75 %. Les arts graphiques, l'architecture, la publicité, les livres, la presse et l'audiovisuel font face à des baisses de 20 % à 40 %. Seuls les jeux vidéo tiennent bon avec une croissance de 9 % de leur chiffre d'affaires. Ces industries représentent plus de 7,5 millions d'emplois, dont un tiers d'indépendants, très exposés à la précarité. Les pays les plus touchés sont les pays d'Europe de l'Est où ces professionnels n'ont pas bénéficié des mêmes aides qu'en France (chômage partiel, année blanche pour les intermittents, le livre récemment classé comme « bien essentiel », etc.). Toutefois, leur situation reste extrêmement fragile également dans l'Hexagone.

Alter Eco